

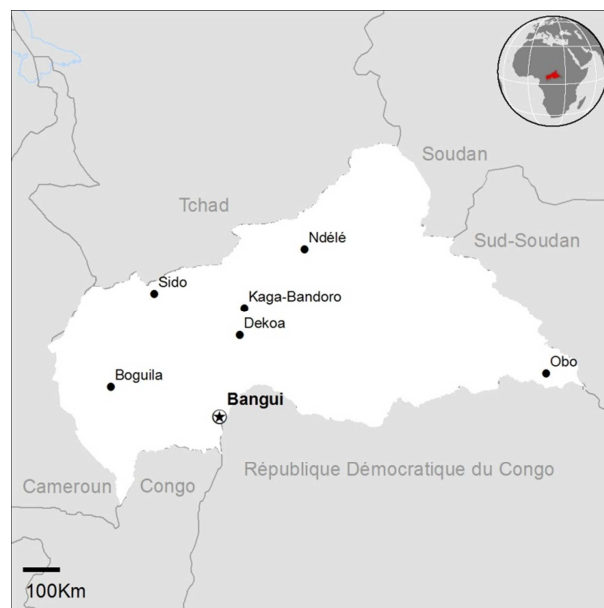
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (RCA): Rapport de situation No.24 (au 07 mai 2014)



Ce rapport est produit par OCHA RCA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 30 avril au 7 mai 2014. Le prochain rapport sera disponible aux alentours du 14 mai 2014.

Faits saillants

- Suite aux meurtres de seize civils le mois dernier, dont trois membres du personnel MSF à l'hôpital Boguila, MSF a réduit ses activités en RCA et a limité ses projets connexes dans les pays voisins à des soins médicaux d'urgence pendant une semaine.
- La Présidente de Transition Mme Catherine Samba-Panza, a condamné l'attaque de Boguila.
- Le 30 avril, PU-AMI a condamné le meurtre de trois personnes qui transportaient des articles humanitaires de Bangui à Ndélé dans un véhicule clairement marqué.
- La Commission européenne a alloué une aide supplémentaire de 6 millions d'euros (8,3 millions de dollars) pour aider les réfugiés centrafricains au Cameroun et au Tchad.
- L'UNICEF a confirmé la présence de 53 enfants associés aux groupes anti-Balaka dans le quartier de PK10 de Bangui.
- En réponse à une épidémie de rougeole, une campagne de vaccination est menée à Carnot et Berbérati ciblant 44 300 enfants âgés entre 6 et 59 mois, et 394 enfants déplacés, âgés entre 6 mois et 14 ans.



567 600

PDI en RCA

142 600

PDI dans 42 sites à Bangui et dans les familles d'accueil

551 millions de dollars

Plan de réponse stratégique (SRP) 2014 révisé

1,9 million

personnes vulnérables ciblées par le SRP pour l'aide humanitaire

30%

Financement disponible (environ 119 millions de dollars) pour le SRP révisé

4,6 millions

Population de la RCA

2,5 millions

Personnes ayant besoin d'une assistance

Sources: OCHA, CMP, Cluster Protection et FTS

Aperçu de la situation

Les activités de MSF en RCA et ses projets connexes dans les pays voisins ont été réduits à des soins médicaux d'urgence pendant une semaine. Ceci pour protester contre les meurtres du mois dernier de 16 civils, dont trois travailleurs humanitaires MSF, à l'hôpital de Boguila (préfecture de l'Ouham Pende). MSF évaluera l'environnement de travail pour son personnel et l'impact potentiel sur l'avenir de ses activités médicales.

Dans son discours au Conseil national de transition, le 6 mai, la Présidente de transition Samba-Panza, a annoncé le remaniement de son gouvernement pour le rendre plus inclusif et représentatif. L'événement a marqué ses 100 jours au pouvoir. Elle a condamné l'attaque sur la communauté et les travailleurs humanitaires à Boguila.

La situation sécuritaire se détériore en RCA. Des attaques sporadiques persistent à Bangui, et la tension reste élevée dans les 3^e et 5^e arrondissements. Le 5 mai, la présence d'éléments de l'ex-Séléka a été signalée à Dekoa (préfecture de la Kemo), obligeant les gens à trouver refuge dans la forêt. Beaucoup de maisons situées le long de l'entrée du village Guiffa ont été incendiées.

Le 5 mai, des éléments de la LRA ont attaqué et pillé le village de Ligoua, à 25 km de Obo (préfecture du Haut Mbomou Province). Cela a conduit au déplacement de la population dans la forêt et vers Obo. Le 5 mai, plusieurs éléments de l'ex-Séléka ont été tués lors d'affrontements armés avec les troupes françaises (Sangaris) dans les régions avoisinantes de Boguila (préfecture de l'Ouham). Après cette attaque, un convoi de six véhicules armés transportant des éléments de l'ex – Séléka sont arrivés à Kabo en provenance de Moyen Sido (préfecture de l'Ouham) le 6 mai. Le même jour, des affrontements armés entre éléments anti- Balaka et ex-Séléka à Kaga Bandoro (préfecture de la Nana Gribizi) ont causé la panique parmi la population.

PU -AMI a fermement condamné le 2 mai, le meurtre de trois personnes qui transportaient huit tonnes de semences et de Plumpy'nut de Bangui à Ndélé (préfecture de la Bamingui Bangoran) le 30 avril. Des marques sur le camion indiquaient clairement qu'ils transportaient des articles humanitaires.

L'ONUSIDA a mis en évidence les taux de prévalence du VIH en RCA et a appelé à adopter des mesures visant à réduire l'impact de la crise sur l'accès des personnes aux services VIH / SIDA en RCA. Selon les indicateurs multiples 2010 de l'enquête du cluster, la prévalence de l'infection VIH en RCA est parmi les plus élevées dans la sous-région, avec un taux d'infection de 4,9 pour cent chez les 15-à 49 ans. Les préfectures ayant les taux les plus élevés sont le Haut Mbomou (11,9 pour cent), la Haute Kotto (8,5 pour cent), Nana Mambéré et Bangui (7,7 pour cent) et Ombella M'poko (5,8 pour cent).

La quatrième enquête de l'OIM sur les intentions de retour des personnes déplacées à Bangui indique que le nombre de personnes déplacées planifiant leur retour le mois prochain dans leurs localités d'origine, a chuté de 74 pour cent en janvier à 57 pour cent en avril. Les besoins prioritaires incluent le logement (31,5 pour cent), la sécurité (26,5 pour cent) et les kits de secours non alimentaires (11,1 pour cent). Presque tous les participants à l'enquête mangent moins (97 pour cent) et épuisent leur épargne pour acheter de la nourriture.

Selon le HCR, 355 957 Centrafricains ont fui la RCA pour se réfugier dans les pays voisins dont 185 997 au Cameroun, 98 080 au Tchad, 56 150 en République démocratique du Congo et 15 730 au Congo.

La Commission européenne a fourni une assistance supplémentaire de 6 millions d'euros (8,3 millions de dollars) afin d'aider 100 000 réfugiés centrafricains qui ont été forcés de fuir vers le Cameroun et le Tchad.

L'UNICEF et ses partenaires ont confirmé la présence de 53 enfants (46 garçons et sept filles) âgés entre 11 et 17 ans associés à des groupes anti-Balaka au quartier de PK10 de Bangui

Financement

Le plan d'intervention stratégique cherche à mobiliser 551 millions de dollars. Seulement 29 pour cent de la requête financière ont été reçus. Le relèvement précoce, l'éducation, la nutrition et les abris d'urgence sont les secteurs les moins financés.

En conformité avec l'analyse du Fonds humanitaire commun (CHF) et l'établissement des priorités, 16 projets ont été présentés au Conseil consultatif du CHF. Les projets sont en cours de révision par l'Unité de financement de OCHA et les organismes de mise en œuvre. Les projets finalisés seront présentés à la Coordinatrice humanitaire à la fin de la semaine pour une éventuelle approbation.

Tous les partenaires humanitaires, y compris les donateurs et les organismes bénéficiaires, sont encouragés à informer Service de suivi financier d'OCHA (FTS - <http://fts.unocha.org>) de la trésorerie et des contributions en nature par e-mailing : fts@un.org

Réponses humanitaires



Sécurité alimentaire

Besoins:

- Un renforcement des activités d'assistance nutritionnelle et alimentaire est nécessaire avant la saison de soudure. De mai à novembre, la saison des pluies a commencé plus tôt cette année et les efforts de pré positionnement sont en cours.
- Une distribution immédiate d'intrants agricoles pour la campagne agricole en cours est nécessaire pour permettre aux agriculteurs de planter à temps et produire leur propre nourriture.

180 millions de dollars

nécessaires pour fournir de la nourriture à 1,25 million de personnes vulnérables ciblées en 2014

- 67,6 millions de dollars reçus (38% des besoins couverts)

• 112 millions de dollars (besoins restants)

- Soutien pour le cycle court, production de légumes riches en nutriments et assistance des groupes de femmes à générer des revenus et à rétablir la sécurité alimentaire entre les prochaines saisons de plantation et de récolte

Réponse:

- Le 30 avril, le PAM a distribué 2 499 tonnes de vivres. Cela représente la plus grande quantité de la distribution depuis décembre 2013 avec une hausse de 77 pour cent comparée à la distribution de mars. En avril, près de 215 000 personnes ont été assistées.
- Entre le 1er et le 5 mai, le PAM et ses partenaires ont distribué environ 200 tonnes de vivres à 18 000 personnes dans tout le pays.
- La FAO a acheté 1 797 tonnes de semences et 150 000 outils pour la campagne agricole en cours.
- Au 6 mai, 67 pour cent des semences achetées sont stockées dans les centres de distribution de semences de la FAO à Bangui, Bambari, Bossangoa et Bouar et le reste des semences sera stocké avant le 15 mai.
- Les ONG s'assurent de la distribution des intrants agricoles. À ce jour, CORDAID, CRS, ACTED, IRC et PU/AMI ont rassemblé des semences et des outils à distribuer. En début mai, CORDAID et CRS ont remis 88 tonnes de semences et 7 000 outils à 3 471 ménages à Bozoum et Bossangoa. Les autres ONG feront les distributions dans les prochains jours, permettant aux agriculteurs de planter. Les agriculteurs ciblés reçoivent également des rations alimentaires du PAM pour éviter la consommation des semences.

Besoins non couverts & Contraintes:

- Le pré positionnement de stocks alimentaires reste limité à cause de l'insécurité tout au long des axes routiers principaux, et le manque de fournisseurs de services et d'actifs logistiques.
- Avec l'arrivée de la saison pluvieuse coïncidant avec la période de soudure, les besoins alimentaires et les taux de malnutrition pourraient augmenter. L'opération d'urgence du PAM est financée à 62 pour cent mais 40 millions de dollars sont nécessaires pour garantir la poursuite des opérations jusqu'à la fin août.
- Le PAM a besoin d'un million de dollars pour renforcer le soutien au cluster sécurité alimentaire pendant six mois, en collaboration avec la FAO.
- Les niveaux de recrudescence de l'insécurité dans tout le pays sont un défi majeur pour la distribution des intrants agricoles. Les convois dans les zones à risque, sont surveillés de près et coordonnés avec la MISCA et les autres partenaires.



Besoins:

- Les projets DDR pour les enfants associés aux forces et groupes armés, sont nécessaires.

Réponse :

- L'UNICEF et ses partenaires (Save the Children, le Ministère de la Défense et du DDR) ont confirmé la présence de 53 enfants (46 garçons et 7 filles) âgés entre 11 et 17 ans, associés aux groupes anti- Balaka au quartier PK10 de Bangui. Entre janvier et le 3 mai 2014, 1 035 enfants (227 filles et 808 garçons) ont été confirmés être dans les rangs des groupes armés à Bangui, Boali, Gala Fondo, Sibut et Zemio.
- Le soutien psychosocial et socio- économique a été réalisé pour réintégrer 237 enfants inscrits au premier trimestre 2014. Des efforts doivent être réalisés pour permettre une réinsertion communautaire des enfants restants.
- Deux enfants associés aux forces et groupes armés ont été réunis avec leurs familles grâce à un projet de désarmement démobilisation réinsertion financé par l'UNICEF et mis en œuvre par COOPI.
- Des progrès ont été accomplis pour les Espaces Amis des Enfants (EAF). En plus des 22 EAF existants gérés par des ONG, six ont été mis en place à Bangui, gérés par Femme Action Plus (FAP) et Enfant Sans Frontière (ESF). A Bossangoa, l'ouverture officielle de cinq EAF est prévue pour le 7 mai, géré par l'ONG AFEB. L'UNICEF finance ces initiatives.
- L'OIM a construit deux centres de transit (structures en plein air couvertes) à Moyen-Sido et Kabo pour l'enregistrement et l'évaluation des personnes déplacées.

74 millions de dollars

Nécessaires pour aider 2 millions de personnes vulnérables ciblées en 2014

- 18,8 millions de dollars (26% des besoins couverts)
- 55 millions de dollars (besoins restants)

Besoins non couverts & Contraintes:

- L'insécurité empêche l'accès humanitaire à certaines personnes déplacées.
- Besoin en urgence de plus d'acteurs de protection d'enfants spécialement en dehors de Bangui.



Eau, Assainissement, Hygiène

Besoins:

- Nécessité de soutenir la coexistence de la communauté musulmane récemment relocalisée à Moyen Sido et Kabo par la conception d'une stratégie multisectorielle.
- Mise en œuvre d'une approche plus orientée sur l'épidémiologie et la nutrition pour prioriser les interventions WASH (Les réponses devraient être axées sur la santé publique plutôt que les services).
- Une évaluation WASH réalisée à Kaga Bandoro par une équipe humanitaire inter-agences à la mi-mars a révélé que 70 pour cent des points d'eau sont, soit non fonctionnels ou ont urgemment besoin d'être réhabilités. Les installations sanitaires doivent également être améliorées.
- A Bangui, 750 tonnes de déchets solides par jour doivent être collectées, transformées et éliminées.
- La nécessité de vider les latrines dans les sites de déplacés devient une priorité.
- En conformité avec les normes SPHERE et pour atténuer les risques d'épidémie de choléra, l'eau distribuée doit être composée de suffisamment de chlore. Les stations de lavage des mains devraient être fonctionnelles avec de l'eau et du savon.

27,5 millions de dollars

Requis pour la fourniture des services WASH à 900 000 personnes vulnérables ciblées en 2014

- 7,7 millions de dollars reçus (28% des besoins couverts)
- 19,7 millions de dollars (besoins restants)

Réponse:

- Une réponse WASH en toute urgence a commencé il y a 10 jours afin de s'assurer que les services de base WASH sont disponibles pour 1 200 PDI relocalisées récemment à Moyen Sido et à Kabo couvrant près de 1200 personnes.
- Une réponse WASH en toute urgence dans les sites PDI de Kaga Bandoro et Berberati a débuté avec l'approvisionnement en eau et les activités d'assainissement pour 18 600 personnes.
- A Bossangoa et Bouar, l'agence nationale de l'eau (SODECA) a reçu des consommables pour gérer le système de l'eau dans les deux villes. Les partenaires WASH à Bouar évaluent l'approvisionnement en eau à la population.
- Le réseau de distribution de l'eau de la SODECA sur le site de l'aéroport de Bangui est totalement opérationnel, réduisant les besoins de camionnage de l'eau.
- Une évaluation conjointe avec la SODECA a été entreprise afin d'identifier et de mobiliser des ressources essentielles pour brancher les sites de déplacés au réseau SODECA, et réduire le volume de camionnage de l'eau à Bangui.

Besoins non couverts & Contraintes:

- Manque de plan de contingence WASH dans les régions en dehors de Bangui.
- Manque de réponse coordonnée opérationnelle dans des domaines clés avec les populations à risques, ce qui a entravé la synergie entre les acteurs humanitaires et l'application de l'approche «ne pas nuire».
- Manque de stratégie intégrée claire pour l'aide humanitaire à Bangui.
- Les contraintes logistiques entravent l'opérationnalisation de la réponse en dehors de Bangui. Le transport et la capacité de stockage sont les points clés qui doivent être résolus d'urgence.
- L'élimination des déchets solides et des boues est problématique autour de Bangui ; ils ont besoin d'être réhabilités.



Abri d'urgence et NFI

Besoins:

- Construire des abris communautaires supplémentaires à Kabo et Moyen Sido pour accueillir les PDI musulmans relocalisés.
- Fournir l'assistance en articles non alimentaires à 6000 personnes déplacées de différents villages de la région de Bossangoa, réfugiées à Nana Bakassa, Bangui et Benzambe.
- Améliorer les conditions de vie des personnes déplacées au centre de transit de Carnot et fournir une assistance en articles non alimentaires.

31.7 millions de dollars

Nécessaires pour aider 703 975 personnes vulnérables ciblées en 2014

- 4 millions de dollars

- Évaluer la situation des personnes nouvellement déplacées à Berberati et Kaga Bandoro.
- Évaluer les aspects techniques de huit sites potentiels de relocalisation des personnes déplacées.

(12% de besoins couverts)

- 27,6 millions de dollars (besoins restants)

Réponse :

- Deux abris communautaires supplémentaires construits à Kabo et quatre à Moyen Sido, pour accueillir les PDI délocalisés de PK12.
- RRM/ACF ont évalué les besoins des PDI à Berberati et ont distribué des NFI à 344 nouveaux déplacés.
- RRM/ACF a évalué les besoins des trois sites à Kaga Bandoro (Nana Gribizi): Nativité, Evêché et le village Bissingale. Ceci a révélé que 3 700 familles ont besoin d'articles non alimentaires et des abris communautaires.
- Une évaluation de huit sites potentiels de relocalisation a été réalisée. Quatre d'entre eux ont été techniquement approuvés.
- L'OIM a fourni deux camions de bois de chauffe à la communauté musulmane de Boda, servant principalement de combustible pour la cuisine. Les membres de la communauté musulmane ne peuvent pas s'aventurer hors de leur enclave pour ramasser du bois pour des raisons de sécurité. L'OIM a également fourni huit bâches à cette communauté. Elles seront utilisées pour protéger le poste de santé.

Besoins non couverts & Contraintes:

- La pénurie de carburant empêche les missions dans les régions en dehors de Bangui et par conséquent, la suspension provisoire des vols UNHAS.
- La réponse humanitaire est entravée par l'insécurité qui limite l'accès aux personnes dans le besoin, en particulier dans les préfectures de l'Ouham et de l'Ouham Pendé.



Coordination et Gestion des camps

Besoin:

- Préparer un plan d'action basé sur le plan d'urgence de Mpoko pour la saison des pluies et les résultats des récentes évaluations techniques des sites alternatifs proposés.
- Les données sectorielles et sur la population dans les sites de déplacés de Bangui doivent être vérifiées.
- Améliorer la communication bidirectionnelle avec les populations déplacées dans les sites.
- Renforcer la coordination avec les acteurs humanitaires et les autorités nationales au sujet des sites de PDI.
- Améliorer l'appui et la présence CCCM à travers le pays.

20 millions de dollars

Requis pour assister 501 980 personnes vulnérables.

- Aucun montant financé reporté par le cluster

Réponse:

- Les résultats d'évaluations multi-sectorielles (WASH, CCCM, abris et protection) ont été intégrés au plan d'urgence actualisé des sites potentiels de relocalisation des PDI, en prélude à la saison des pluies.
- Une initiative de la vérification et la qualité des données est disponible dans les sites de déplacement de Bangui. La population et les données sectorielles sont vérifiées à travers des visites de site, un examen du processus de collecte de données et d'actualisation de l'information du site.
- Les acteurs CCCM travaillent avec les radios locales pour faciliter aux PDI l'accès à l'information sur leurs quartiers d'origine.
- OCHA et le cluster CCCM ont finalisé les lignes directrices pour une stratégie de communication dans tous les sites.

Besoins non couverts & Contraintes:

- Avec le début de la saison des pluies, de mesures correctives rapides sont nécessaires dans les sites de déplacés à risque.
- Le financement limité pose des défis pour la communication avec les PDI et la gestion des sites.
- Le nombre de partenaires CCCM engagés dans des activités en dehors de Bangui est limité.



Assistance multisectorielles aux réfugiés

Besoins:

- Organiser en toute urgence le rapatriement volontaire par bateau et avion des réfugiés sous menace et qui souhaitent rentrer chez eux.
- Trouver des solutions alternatives pour les réfugiés qui sont sous la menace imminente et qui ne peuvent pas retourner dans leur pays d'origine ou rester en RCA.
- Fournir des services de base (tels que l'éducation, la santé) pour les réfugiés urbains vivant à Bangui et ceux vivant dans les camps de Bambari et de Zemio.
- Aider les réfugiés à devenir autonomes après que leurs moyens de subsistance soient détruits ou menacés par la crise.

20 millions de dollars

Nécessaires pour aider 501 980 personnes vulnérables ciblées en 2014

- 2,4 millions de dollars (12% de besoins couverts)
- 17 millions de dollars (besoins restants)

Réponse :

- Depuis le lancement du programme de rapatriement volontaire le 10 avril, 6 200 réfugiés congolais du camp des réfugiés de Batalimo (préfecture de la Lobaye) ont été rapatriés à Libengue en RDC le 6 mai. Le rapatriement volontaire finit cette semaine. Cette opération a été réalisée avec le soutien de la Commission nationale pour les réfugiés en Afrique centrale (CNR) et les représentants du gouvernement congolais.

Besoins non couverts & Contraintes:

- Les risques de sécurité augmentent. Des solutions d'évacuation sont nécessaires pour les réfugiés qui ne peuvent rentrer dans leur pays d'origine ou rester en RCA.



Santé

Besoins :

- Assurer la fourniture gratuite, des soins de santé vitaux à 15 000 personnes nouvellement affectées à Grimari, Dekoa, Bouca et Kaga Bandoro.
- Prévenir les flambées de maladies par la vaccination des enfants vulnérables et le renforcement du système d'alerte précoce et de réponse dans et en dehors de Bangui.
- Renforcer la prévention à une éventuelle épidémie de choléra dans les régions frontalières avec le Cameroun, qui connaît actuellement une épidémie de choléra. La formation du personnel et la sensibilisation de la communauté sur les mesures d'hygiène sont nécessaires.

56.4 millions de dollars

Requis pour assister 878 000 personnes ciblées

- 12 millions de dollars (22% de besoins couverts)
- 44 millions de dollars (besoins restants)

Réponse :

- Micro planification d'une campagne de vaccination contre la rougeole en réponse à l'épidémie de rougeole a Carnot et Berbérati (Mambéré Kadéi). La campagne cible 44 290 enfants, dont 43 896 enfants âgés de 6 à 59 mois et 394 enfants déplacés de 6 mois à 14 ans dans les sites de PDI.
- Soutenir la relocalisation de 1 352 PDI de Bangui a Bambari, Kabo et Moyen Sido, en organisant le screening médical des PDI dès leur arrivée. Environ 18 personnes (dont sept blessées par balles) ont été immédiatement orientées vers des centres de santé pour des soins.
- Pour soutenir les soins de santé primaires pour les PDI, le cluster coordonne la fourniture de kits d'urgence de base aux centres de santé et aux partenaires d'exécution. Cette aide favorisera l'accès aux soins de santé de base pour 230 000 personnes pendant trois mois. La fourniture de kits de santé reproductifs assurera 31 500 distributions.
- Les cliniques mobiles médicales de l'OIM sont opérationnelles à Boda à travers les services d'un médecin, six infirmières embauchées localement et des infirmières auxiliaires. Au cours de la semaine dernière, 270 consultations ont été réalisées dont des consultations de mineurs à cinq sites de déplacés et à l'hôpital Boda. Les maladies les plus fréquemment diagnostiquées comprennent le paludisme, la diarrhée et les infections respiratoires aiguës. La malnutrition aiguë sévère est fréquente chez les enfants de moins de cinq ans.

Besoins non couverts & Contraintes:

- Le sous-financement limite l'accès aux services de base pour les populations vulnérables en dehors de Bangui.
- Le sous financement du cluster a conduit à l'arrêt des opérations de certaines ONG.

- L'insécurité entrave la fourniture des services de santé et la gestion des informations sanitaires. Le personnel médical est de plus en plus victime d'attaques armées; les infrastructures de santé sont également affectées.

Education

Besoins :

- Créer des lieux temporaires sûrs d'apprentissage (ETAPE) dans les sites de déplacement avec des activités éducatives, récréatives adaptées à l'âge des enfants et des services de protection de l'enfance pour 362 000 personnes dans le besoin.
- Distribuer des matériels de loisirs, d'enseignement et d'apprentissage dans les ETAPE et les écoles pour 362 000 enfants.
- Formation psychosociale de 5 000 enseignants.
- Activités de cantines scolaires ciblant 400 000 enfants dans le besoin, particulièrement dans les provinces qui enregistrent un faible taux de retour des élèves.

28.6 millions de dollars

Requis pour assister en toute urgence 350 000 personnes vulnérables sur les 400 000 en 2014.

- 1 million de dollars (3 % de besoins couverts)
- 27.6 millions de dollars (besoins restants)

Réponse :

- Des activités d'éducation et de protection se réalisent dans 118 Etape ciblant 23 600 enfants âgés de 3 à 18 ans.
- 42 participants de 30 organisations des membres du cluster ont participé à un atelier de trois jours sur l'éducation en situation d'urgence à Bangui. Les principaux sujets de cet atelier incluent les normes minimales d'une éducation en situation d'urgence, les mécanismes de gestion des Etape, le soutien psychologique aux enfants, la violation des droits de l'enfant, et la coordination et gestion des sites de déplacés. L'objectif vise est de renforcer les réponses aux programmes d'éducation en situation d'urgence mises en œuvre par les membres du cluster.
- A Bambari, les membres de sept associations de maitres parents ont reçu une formation sur la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus.

Besoins non couverts & Contraintes:

- L'insécurité limite les mouvements, entraînant un manque d'informations et de données en dehors de Bangui.
- Peu de partenaires de l'éducation sont disponibles pour les interventions en dehors de Bangui.
- Les mouvements de population rendent difficiles l'organisation d'une éducation structurée et, les activités de protection de l'enfance.
- Le début de la saison des pluies limite ou retarde les activités du cluster.
- Pillage des écoles en cours dans certaines préfectures, en particulier dans la Ouaka.
- À ce jour, le cluster est financé à 3 pour cent seulement.



Logistiques

Besoins:

- Les organisations humanitaires ont besoin d'un circuit routier sécurisé et fiable pour accéder aux personnes dans le besoin en vue de maintenir les opérations dans le pays.
- En raison de l'insécurité qui prévaut hors de Bangui, la fourniture de services aériens est jugée indispensable pour soutenir les opérations humanitaires. Le personnel humanitaire a besoin d'un accès sécurisé aux sites de mise en œuvre de projets et de pouvoir transporter des articles vitaux tant à l'interne et qu'à l'international.

Réponse:

- Les informations mises à jour ont été partagées sur le site du Cluster logistique concernant les vols UNHAS et les informations du cluster logistique : <http://logcluster.org/ops/caf13a>
- Le cluster Logistique a collecté et partagé des informations concernant le plan de circulation de transport des partenaires de Bangui vers différentes localités.
- Le cluster a partagé les informations sur les fournisseurs locaux avec leurs partenaires.

10.2 millions de dollars

Requis pour soutenir les interventions d'urgence en 2014.

- 7 millions de dollars (69 % de besoins couverts)
- 3.2 millions de dollars (besoins restants)

Besoins non couverts & Contraintes:

- La faiblesse des infrastructures et l'insécurité sur les routes principales restent un défi logistique qui entrave le transport et les opportunités de réhabilitation.
- La saison des pluies va entraver les efforts du cluster logistique, de même que plusieurs routes deviendront impraticables.
- Le nombre de fournisseurs locaux de services a diminué à cause de la situation du pays.
- Il n'existe pas de station de carburant à l'extérieur de Bangui. Par conséquent, des stocks sont nécessaires dans les préfectures.
- Les perturbations dans la fourniture du kérosène (Jet A1) affectent temporairement les services aériens. Actuellement, les services aériens sont uniquement fournis pour les cas d'urgence et les évacuations médicales, jusqu'à ce que des solutions soient trouvées.
- Le cluster travaille étroitement avec ses partenaires afin d'évaluer les capacités logistiques disponibles et les lacunes potentielles notamment en termes de transport secondaire et de stockage.



Télécommunications d'Urgence

Besoins:

- Établir le fonctionnement permanent (24/7) des centres de communication (COMCEN) dans toutes les zones opérationnelles communes, comme le recommandent les normes minimales de sécurité opérationnelle du pays (C-MOSS).

Réponse:

- Des équipements seront stockés à Ndélé dès que la situation le permet.
- Une mission de déploiement à Kaga Bandoro a été reportée en raison de contraintes opérationnelles et sera programmée dès que possible.
- Toutes les informations ETC sont disponibles à l'adresse: <http://ictemergency.wfp.org/web/ictopr/emergencies2013/central-african-republic>

Besoins non couverts & Contraintes:

- L'absence de sites sécurisés et/ou de locaux de bureaux adéquats dans certains endroits opérationnels (Bambari, N'Délé et Kaga Bandoro) empêche l'installation d'équipements ETC et le déploiement des services.
- En dehors de Bangui, le manque d'opérateurs radio et la situation sécuritaire entravent le respect des exigences C-Moss pour les Comcens. Des recrutements prévus sont retardés en raison de contraintes de financement.
- Le cluster ETC est sous-financé. Le projet n'est financé qu'à 18,7 pour cent. Des financements supplémentaires sont nécessaires pour maintenir leurs opérations.

2 millions de dollars

Requis pour soutenir les réponses humanitaires en 2014.

- 1,6 million de dollars (76 % de besoins couverts)
- 0,52 million de dollars (besoins restants)

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Amy Martin, Chef du bureau, martin23@un.org, Tel: +236 70 55 41 41

Laura Fultang, Chargée d'Information, fultangl@un@un.org, Tel: +236 70 18 80 64

Pour plus d'informations, veuillez-vous rendre sur www.unocha.org; www.reliefweb.int